

AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE (1700) POUR ENCADRER L'USAGE DE BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS (1700-125P2)

AVIS est donné aux personnes intéressées de l'arrondissement de Verdun et des zones contiguës des arrondissements du Sud-Ouest et de LaSalle ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum de ce qui suit :

1. Approbation référendaire

À la suite de la consultation écrite d'une durée de 15 jours qui s'est déroulée du 28 septembre au 13 octobre 2020 en remplacement de l'assemblée publique prévue à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1), le conseil d'arrondissement a, lors de sa séance ordinaire du 3 novembre 2020, adopté le **second projet de règlement** ci-dessus mentionné.

Ce second projet de règlement contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire, lesquelles peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées de chaque zone de l'arrondissement et de chacune des zones qui leur sont contiguës ainsi que des zones contiguës de l'arrondissement qui sont situées dans les arrondissements du Sud-Ouest et de LaSalle visant à ce qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2).

2. Objet du second projet de règlement

Ce second projet de règlement vise à modifier le *Règlement de zonage* (1700) de l'arrondissement de façon à :

- 1° interdire la division et la subdivision d'un logement, sauf quelques exceptions :
 - le second projet de règlement propose une modification à l'une des exceptions, à savoir de permettre de diviser ou subdiviser afin de rétablir un logement en fonction de la typologie d'origine d'un bâtiment;
- 2° interdire la réduction du nombre de logements d'un bâtiment existant, sauf quelques exceptions :
 - le second projet de règlement propose une modification à l'une des exceptions, à savoir de passer aux bâtiments de 4 logements et moins pour permettre de réduire le nombre de logements dans un bâtiment résidentiel;
- 3° ajouter l'usage « maison de chambres » dans les classes d'usages habitation multiplex – h3 et habitation multifamiliale – h4;
- 4° retirer l'usage « maison de chambres » de la classe d'usages commerce de voisinage – c1;
- 5° interdire le remplacement d'une maison de chambres par un autre usage;
- 6° remplacer la définition du mot « maison de chambres » et ajouter des nouvelles définitions pour les mots ou expressions suivants :
 - bâtiment de logements sociaux ou communautaires;
 - espace habitable;
- 7° exempter les bâtiments de logements sociaux et communautaires des prescriptions du présent projet de règlement.

3. Dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire

Toutes les dispositions contenues dans ce second projet de règlement constituent des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire.

4. Description du territoire concerné

Une demande relative à ces dispositions peut provenir de toute zone du plan de zonage de l'arrondissement de Verdun prise individuellement et de toutes les zones qui lui sont contiguës ainsi que de toutes les zones contiguës à l'arrondissement qui sont situées dans les arrondissements du Sud-Ouest et de LaSalle.

5. Conditions de validité d'une demande

Pour être valide, une demande doit :

- identifier clairement les dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire qui en fait l'objet;
- la zone d'où elle provient;
Note : Pour connaître le numéro d'une zone, toute personne est invitée à consulter la [carte interactive de l'arrondissement](#);
- être reçue au bureau du secrétaire d'arrondissement dans les huit (8) jours de la publication du présent avis, soit au plus tard le **18 novembre 2020**;
- être signée, dans le cas où il y a plus de 21 personnes intéressées de la zone d'où elle provient, par au moins douze (12) d'entre elles ou, dans le cas contraire, par au moins la majorité d'entre elles.

6. Adaptations en raison de la pandémie de la COVID-19

En plus de pouvoir être transmise par courrier ou être déposée dans la chute de courrier située à l'avant de la mairie, une demande peut également être transmise par courriel à l'adresse suivante : verdun-greffe@ville.montreal.qc.ca.

Dans ce cas, elle doit néanmoins, pour être recevable, porter la signature manuscrite du demandeur en plus d'indiquer son nom, l'adresse de son domicile et la qualité qui le rend éligible à faire une telle demande (voir les conditions ci-après).

Dans le cas d'une personne physique qui est domiciliée sur le territoire de Verdun et qui remplit les autres conditions pour être une personne intéressée, il est recommandé d'utiliser le [formulaire](#) prévu à cette fin.

7. Conditions pour être une personne intéressée

1° Remplir, à la date d'adoption du second projet de règlement, soit le 3 novembre 2020 et au moment d'exercer ses droits, une des deux conditions suivantes :

- a) être une personne physique domiciliée dans l'arrondissement de Verdun ou dans l'une des zones contiguës de l'arrondissement qui sont situées dans les arrondissements du Sud-Ouest ou de LaSalle, et depuis au moins six mois au Québec, qui :
 - est majeure;
 - de citoyenneté canadienne;
 - n'est pas en curatelle; et
 - n'est frappée d'aucune incapacité au sens de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2);
- b) être une personne physique non domiciliée ou une personne morale qui, depuis au moins douze mois :
 - est propriétaire d'un immeuble ou occupante d'un établissement d'entreprise situé dans l'arrondissement de Verdun ou dans l'une des zones contiguës de l'arrondissement qui sont situées dans les arrondissements du Sud-Ouest ou de LaSalle; et
 - n'est frappée d'aucune incapacité au sens de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., c. E-2.2).

2° Une personne morale qui est habile à voter exerce ses droits par l'entremise de l'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne à cette fin par résolution.

La personne ainsi désignée doit également, en date du 3 novembre 2020 :

- être majeure;
- être de citoyenneté canadienne;
- ne pas être en curatelle; et
- ne pas être frappée d'une incapacité de voter au sens de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2).

3° Les copropriétaires d'un immeuble qui sont des personnes habiles à voter de l'arrondissement de Verdun ou de l'une des zones contiguës de l'arrondissement qui sont situées dans les arrondissements du Sud-Ouest ou de LaSalle désignent parmi eux, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne n'ayant pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre sur la liste référendaire, à savoir :

- à titre de personne domiciliée;
- à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
- à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise.

4° Les cooccupants d'un établissement d'entreprise qui sont des personnes habiles à voter de l'arrondissement de Verdun ou de l'une des zones contiguës de l'arrondissement qui sont situées dans les arrondissements du Sud-Ouest ou de LaSalle désignent parmi eux, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne n'ayant pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre sur la liste référendaire, à savoir :

- à titre de personne domiciliée;
- à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
- à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise;
- à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble.

5° Les personnes morales, les copropriétaires et cooccupants doivent produire leur résolution ou leur procuration lors de l'inscription.

La résolution prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'est pas remplacée.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme une personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2).

8. Absence de demande

Toute disposition de ce second projet de règlement qui n'aura pas fait l'objet d'une demande valide pourra être incluse dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

9. Consultation du second projet de règlement

Copie du **second projet de règlement** peut être consultée du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h ainsi que le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 au bureau du soussigné situé au :

Bureau du secrétaire d'arrondissement
4555, rue de Verdun, bureau 104
Verdun (Québec) H4G 1M4

Note : En raison de la pandémie de la COVID-19, les bureaux du secrétariat d'arrondissement sont présentement fermés. Il est toutefois possible de consulter ce premier projet de règlement en cliquant sur le lien apparaissant au paragraphe 1 du présent avis ou en faisant la demande par courriel à l'adresse suivante : verdun-greffe@ville.montreal.qc.ca

Donné à Montréal, arrondissement de Verdun
ce 10 novembre 2020.

Diane Garand
Secrétaire d'arrondissement substitut